

TREATY SERIES. No. 6.

1909.

INTERNATIONAL AGREEMENT

RESPECTING THE

CREATION OF AN INTERNATIONAL
OFFICE OF PUBLIC HEALTH.

Signed at Rome, December 9, 1907.

*[Procès-verbal recording Deposit of Ratifications at Rome, dated
November 15, 1908.]*

*Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty.
March 1909.*

LONDON:

PRINTED FOR HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HIS MAJESTY.

And to be purchased either directly or through any Bookseller, from
WYMAN AND SONS, LTD., FETTER LANE, E.C.; and
32, ABINGDON STREET, WESTMINSTER, S.W.; or
OLIVER AND BOYD, TWEEDEDALE COURT, EDINBURGH; or
E. PONSONBY, 118, GRAFTON STREET, DUBLIN.

[Cd. 4532.] Price 1d.

INTERNATIONAL AGREEMENT RESPECTING
THE CREATION OF AN INTERNATIONAL
OFFICE OF PUBLIC HEALTH.

Signed at Rome, December 9, 1907.

*[Procès-verbal recording Deposit of Ratifications at Rome, dated
November 15, 1908.]*

ARRANGEMENT:

LES Gouvernements de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, des États-Unis, de la République française, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suisse et le Gouvernement de Son Altesse le Khédivé d'Égypte ayant jugé utile d'organiser l'Office International d'Hygiène Publique visé dans la Convention sanitaire de Paris, en date du 3 décembre 1903, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et sont convenus de ce qui suit :

ART. 1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office International d'Hygiène Publique dont le siège est à Paris.

ART. 2. L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité formé de délégués des Gouvernements contractants. La composition et les attributions de ce Comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs du dit Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés au présent arrangement, et sont considérés comme en faisant partie intégrante.

ART. 3. Les frais d'installation ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des États contractants établies dans les conditions prévues par les statuts organiques visés à l'article 2.

ART. 4. Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères de la République française, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées au fur et à mesure des besoins, sur mandats du Directeur de l'Office.

ART. 5. Les Hautes Parties contractantes se réservent la

faculté d'apporter, d'un commun accord, au présent arrangement les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ART. 6. Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement Royal d'Italie, et par celui-ci aux autres Gouvernements contractants; elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'Article 3.

ART. 7. Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Rome aussitôt que faire se pourra; il sera mis à exécution à partir de la date à laquelle le dépôt des ratifications aura été effectué.

ART. 8. Le présent arrangement est conclu pour une période de sept années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de sept ans entre les États qui n'auront pas notifié, une année avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets, en ce qui les concerne.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, le neuf Décembre mille neuf cent sept, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Royal d'Italie et dont des copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Parties contractantes.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) THEODORE THOMSON.
(L. S.) B. FRANKLIN.

Pour la Belgique :

(L. S.) E. BECO.
(L. S.) O. VELGHE.

Pour le Brésil :

(L. S.) DR. EGYDIO DE SALLES GUERRA.
(L. S.) DR. HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Pour l'Espagne :

(L. S.) MANUEL DE TOLOSA LATOUR.
(L. S.) PABLO SOLER.

Pour les États-Unis :

(L. S.) A. M. LAUGHLIN.
(L. S.) R. S. REYNOLDS HITT.

Pour la France :

(L. S.) CAMILLE BARRÈRE.
(L. S.) J. DE CAZOTTE.
(L. S.) ER. RONSSIN.

Pour l'Italie :

- (L. S.) ROCCO SANTOLIVIDO.
(L. S.) ADOLFO COTTA.

Pour les Pays-Bas :

- (L. S.) H. DE WEEDE.

Pour le Portugal :

- (L. S.) M. DE CARVALHO E. VASCONCELLOS.

Pour la Russie :

- (L. S.) BARON KORFF.

Pour la Suisse :

- (L. S.) J. B. PIODA.

Pour l'Égypte :

- (L. S.) IBRAHIM NEGUIB.
(L. S.) MARC ARMAND RUFFER.

Annexe.

Statuts organiques de l'Office International d'Hygiène Publique.

ART. 1. Il est institué à Paris un Office International d'Hygiène Publique relevant des États qui acceptent de prendre part à son fonctionnement.

ART. 2. L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration des différents États.

Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé.

Il correspond directement avec les autorités supérieures d'hygiène des divers pays et avec les Conseils sanitaires.*

ART. 3. Le gouvernement de la République française prendra, sur la demande du Comité international visé à l'art. 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

ART. 4. L'Office a pour objet principal de recueillir et de porter à la connaissance des États participants les faits et documents d'un caractère général qui intéressent la santé publique, et spécialement le choléra, la peste et la fièvre jaune, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies.

ART. 5. Les gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent en vue d'assurer l'application des conventions

* Il est entendu que le terme "Conseils sanitaires" s'applique aux Conseils d'Alexandrie, de Constantinople, de Tanger, de Téhéran et à tous autres Conseils qui pourraient être chargés de l'application de conventions sanitaires internationales.

sanitaires internationales. L'Office suggère les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter aux dispositions de ces conventions.

ART. 6. L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui est composé de représentants techniques, désignés par les États participants, à raison d'un représentant pour chaque État.

Il est attribué à chaque État un nombre de voix inversement proportionnel au numéro de la catégorie à laquelle il appartient en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Office (Voir article 11).

ART. 7. Le Comité de l'Office se réunit périodiquement au moins une fois par an ; la durée de ses sessions n'est pas limitée.

Les membres du Comité élisent, par scrutin secret, un Président dont le mandat a une durée de trois ans.

ART. 8. Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué comprenant :

- un Directeur,
- un Secrétaire général,
- les agents nécessaires à la marche de l'Office.

Le personnel de l'Office ne pourra remplir aucune autre fonction rétribuée.

Le Directeur et le Secrétaire général sont nommés par le Comité.

Le Directeur assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Directeur qui en rend compte au Comité.

ART. 9. Les renseignements recueillis par l'Office sont portés à la connaissance des États participants par la voie d'un Bulletin ou par des communications spéciales qui leur sont adressées soit d'office, soit sur leur demande.

L'Office expose, en outre, périodiquement, les résultats de son activité dans des rapports officiels qui sont communiqués aux gouvernements participants.

ART. 10. Le Bulletin, qui paraît au moins une fois par mois, comprend notamment :

- (1.) Les lois et règlements généraux ou locaux promulgués dans les différents pays concernant les maladies transmissibles ;
- (2.) Les renseignements concernant la marche des maladies infectieuses ;
- (3.) Les renseignements concernant les travaux exécutés ou les mesures prises pour l'assainissement des localités ;
- (4.) Les statistiques intéressant la santé publique ;
- (5.) Des indications bibliographiques.

La langue officielle de l'Office et du Bulletin est la langue française. Le Comité pourra décider que des parties du Bulletin seront publiées en d'autres langues.

ART. 11. Les dépenses nécessaires au fonctionnement de

l'Office; évaluées à 150,000 francs par an, sont couvertes par les États signataires de la Convention dont la contribution est établie suivant les catégories ci-après :

- Première catégorie : Brésil, Espagne, États-Unis, France,
Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie,
à raison de 25 unités ;
Deuxième catégorie : à raison de 20 unités ;
Troisième catégorie : Belgique, Égypte, Pays-Bas,
à raison de 15 unités ;
Quatrième catégorie : Suisse, à raison de 10 unités ;
Cinquième catégorie : à raison de 5 unités ;
Sixième catégorie : à raison de 3 unités ;

Cette somme de 150,000 francs ne pourra être dépassée sans le consentement des Puissances signataires.

Il est loisible à tout État de s'inscrire ultérieurement dans une catégorie supérieure.

Les États qui adhéreront ultérieurement à la Convention choisiront la catégorie dans laquelle il désirent s'inscrire.

ART. 12. Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve, qui ne peut excéder le montant du budget annuel, est placé en fonds d'État de premier ordre.

ART. 13. Les membres du Comité reçoivent sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office une indemnité de frais de déplacement. Ils reçoivent, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.

ART. 14. Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

ART. 15. Le Comité établit son budget annuel et approuve le compte rendu des dépenses. Il arrête le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Office.

Ce règlement ainsi que ces dispositions sont communiqués par le Comité aux États participants et ne pourront pas être modifiés sans leur assentiment.

ART. 16. Un exposé de la gestion des fonds de l'Office est présenté annuellement aux États participants après la clôture de l'exercice.

Pour la Grande-Bretagne :

THEODORE THOMSON.
B. FRANKLIN.

Pour la Belgique :

E. BECO.
O. VELGHE.

Pour le Brésil :

DR. EGYDIO DE SALLES GUERRA.
DR. HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Pour l'Espagne :

MANUEL DE TOLOSA LATOUR.
PABLO SOLER.

Pour les États-Unis :

A. M. LAUGHLIN.
R. S. REYNOLDS HITT.

Pour la France :

CAMILLE BARRÈRE.
J. DE CAZOTTE.
ER. RONSSIN.

Pour l'Italie :

ROCCO SANTOLIVIDO.
ADOLFO COTTA.

Pour les Pays-Bas :

H. DE WEEDE.

Pour le Portugal :

M. DE CARVALHO E. VASCONCELLOS.

Pour la Russie :

BARON KORFF.

Pour la Suisse :

J. B. PIODA.

Pour l'Égypte :

IBRAHIM NEGUIB.
MARC ARMAND RUFFER.

PROCÈS-VERBAL.

L'ARTICLE 7 de l'Arrangement signé à Rome le 9 décembre, 1907, pour la création d'un Office International d'Hygiène Publique, portant que les ratifications du dit Arrangement seront échangées moyennant dépôt auprès du Gouvernement italien, le présent Procès-verbal a été ouvert, à cet effet, au Ministère Royal des affaires étrangères d'Italie.

Ont été présentées au dépôt :

ALBERT LEGRAND	le 28 juillet 1908, la ratification du Président de la République française ;
Baron KORFF	le 28 juillet 1908, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;
WILLIAM ERSKINE	le 28 juillet 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande ;
GARRETT	le 1 ^{er} août 1908, la ratification du Président des États-Unis d'Amérique ;

CARLOS GASSEND	le 7 août 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi d'Espagne ;
van GROOTVEN	le 8 août 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi des Belges ;
R. SANTOLIVIDO	le 20 octobre 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi d'Italie ;
J. B. PIODA	le 24 octobre 1908, la ratification du Président de la Confédération suisse ;
ALBERT FIALHO	le 28 octobre 1908, la ratification du Président des États-Unis du Brésil ;

A la suite d'une entente intervenue entre tous les Gouvernements signataires de l'Arrangement susmentionné du 9 décembre 1907 le présent Procès-verbal a été clos ce jour d'aujourd'hui 15 novembre 1908 avec réserve pour les Pays-Bas, le Portugal et l'Égypte de la faculté de déposer les ratifications ultérieurement et dans le plus court délai possible. Le Gouvernement du Roi prendra acte de ces ratifications et donnera connaissance aux autres Puissances ratifiantes du dépôt des ratifications des trois Puissances susvisées.

Une copie certifiée du présent Procès-verbal sera remise, par les soins du Gouvernement Royal d'Italie, à chacune des autres Puissances ayant ratifié l'Arrangement du 9 décembre 1907.

Rome, le 15 novembre 1908.

Le Ministre des affaires étrangères d'Italie,
(Signé) TITTONI.

(Translation.)

AGREEMENT.

THE Governments of Great Britain and Ireland, of Belgium, Brazil, Spain, the United States, the French Republic, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, Switzerland, and the Government of His Highness the Khedive of Egypt, deeming it useful to organize the International Office of Public Health contemplated in the Paris Sanitary Convention of the 3rd December, 1903, have decided to conclude an Agreement to that effect, and have agreed as follows :

ART. 1. The High Contracting Parties undertake to found and maintain an International Office of Public Health, which shall be established in Paris.

ART. 2. The Office shall be under the authority and control of a Committee formed of Delegates of the Contracting Governments. The composition and attributes of this Committee, as well as the organisation and powers of the said Office, shall be determined by the statutes of constitution which are annexed to the present Agreement and are considered as forming an integral part of it.

ART. 3. The cost of installation, as well as the annual expenses

of working and upkeep of the Office; shall be met by the contributions of the Contracting States as fixed in accordance with the conditions laid down by the statutes of constitution referred to in Article 2.

ART. 4. The sums representing the contribution of each of the Contracting States shall be paid by the latter at the commencement of each year, through the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic, to the "Caisse des Dépôts et Consignations" at Paris, from which they will be withdrawn, according to requirements, on orders signed by the Director of the Office.

ART. 5. The High Contracting Parties reserve to themselves the right of introducing into the present Agreement, by mutual consent, such modifications as experience may show to be useful.

ART. 6. The Governments which have not signed the present Agreement shall be permitted to accede to it on their request. This accession shall be notified through the diplomatic channel to the Italian Government, and by the latter to the other Contracting Governments; it will involve an undertaking to participate in the expenses of the Office by a contribution in accordance with the conditions referred to in Article 3.

ART. 7. The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be deposited at Rome as soon as possible; it shall be put into force from the date on which the deposit of the ratifications shall have been effected.

ART. 8. The present Agreement is concluded for a period of seven years. At the expiration of this term it shall continue to remain in force for fresh periods of seven years between the States which shall not have notified, one year before the expiration of each period, their intention of suspending its provisions in so far as they are concerned.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized thereto, have drawn up the present Agreement, to which they have affixed their seals.

Done at Rome, the ninth day of December, nineteen hundred and seven, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Italian Government and of which duly certified copies shall be transmitted, through the diplomatic channel, to the Contracting Parties.

For Great Britain:

(L.S.) THEODORE THOMSON.
(L.S.) B. FRANKLIN.

For Belgium:

(L.S.) E. BECO.
(L.S.) O. VELGHE.

For Brazil:

(L.S.) DR. EGYDIO DE SALLES GUERRA.
(L.S.) DR. HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

For Spain :

(L.S.) MANUEL DE TOLOSA LATOUR.
(L.S.) PABLO SOLER.

For the United States :

(L.S.) A. M. LAUGHLIN.
(L.S.) R. S. REYNOLDS HITT.

For France :

(L.S.) CAMILLE BARRÈRE.
(L.S.) J. DE GAZOTTE.
(L.S.) ER. RONSSIN.

For Italy :

(L.S.) ROCCO SANTOLIVUDO.
(L.S.) ADOLFO COTTA.

For the Netherlands :

(L.S.) H. DE WEEDE.

For Portugal :

(L.S.) M. DE CARVALHO E. VASCONCELLOS.

For Russia :

(L.S.) BARON KORFF.

For Switzerland :

(L.S.) J. B. PIODA.

For Egypt :

(L.S.) IBRAHIM NEGUIB.
(L.S.) MARC ARMAND RUFFER.

(Translation.)

Annex.

Statutes of Constitution of the International Office of Public Health.

ART. 1. An International Office of Public Health, dependent upon the States who agree to take part in its conduct, shall be established at Paris.

ART. 2. The Office may not interfere in any way in the administration of the different States.

It shall be independent of the authorities of the country in which it is situated.

It shall correspond directly with the higher health authorities of the different countries and with the Sanitary Councils.*

* By "Sanitary Council" is understood the Councils of Alexandria, Constantinople, Tangier, Tehran, and all other Councils which may be entrusted with the duty of applying International Sanitary Conventions.

ART. 3. The Government of the French Republic shall, at the request of the International Committee referred to in Article 6, take the steps necessary to have the Office recognized as an establishment of public utility.

ART. 4. The principal object of the Office is to collect and bring to the knowledge of the participating States the facts and documents of a general character which relate to public health, and especially as regards infectious diseases, notably, cholera, plague, and yellow fever, as well as the measures taken to combat these diseases.

ART. 5. The Governments shall inform the Office of the steps taken by them to insure the application of International Sanitary Conventions. The Office shall suggest the modifications which it might be advantageous to introduce into the provisions of these Conventions.

ART. 6. The Office shall be placed under the authority and control of an International Committee composed of technical representatives, designated by the participating States, in the proportion of one representative for every State.

To each State shall be allotted a number of votes in inverse ratio to the number of the category to which it belongs for the purpose of participation in the expenses of the Office (see Article 11).

ART. 7. The Committee of the Office shall assemble periodically at least once a year; the duration of its sessions shall not be restricted.

The members of the Committee shall elect, by ballot, a President to hold office for a term of three years.

ART. 8. The work of the Office shall be performed by a paid staff, comprising:—

A Director;

A General Secretary;

The persons necessary for carrying on the work of the Office.

The Staff of the Office shall not be allowed to fill any other paid position whatever.

The Director and the General Secretary shall be appointed by the Committee.

The Director shall take part in the meetings of the Committee without the right of voting.

The appointment and dismissal of the employes in every category shall be vested in the Director, who shall report to the Committee.

ART. 9. The information collected by the Office shall be brought to the notice of the participating States by means of a Bulletin or by special communications which shall be addressed to them either in the ordinary course or at their request.

The Office shall, moreover, periodically set forth the results of its activities in official reports, which shall be communicated to the participating Governments.

ART. 10. The Bulletin, which shall be issued at least once a month, shall comprise especially :—

- (1.) Laws and general or local regulations promulgated in the various countries respecting transmissible diseases ;
- (2.) Information respecting the spread of infectious diseases ;
- (3.) Information respecting the works executed or the measures taken for improving the healthiness of localities ;
- (4.) Statistics dealing with public health ;
- (5.) Bibliographical notes.

French shall be the official language of the Office and of the Bulletin. The Committee shall have power to decide that parts of the Bulletin shall be published in other languages.

ART. 11. The expenses necessary for the working of the Office, estimated at 150,000 fr. a year, shall be met by the States signatories of the Convention, whose contribution is fixed according to the following categories :—

First category : Brazil, Spain, United States, France, Great Britain, British India, Italy, Russia	with 25 units each ;
Second category	with 20 units each ;
Third category : Belgium, Egypt, the Netherlands	with 15 units each ;
Fourth category : Switzerland	with 10 units each ;
Fifth category	with 5 units each ;
Sixth category	with 3 units each ;

It shall not be possible to exceed this sum of 150,000 fr. without the consent of the Signatory Powers.

Each State has the right to inscribe itself subsequently in a higher category.

The States which shall subsequently accede to the Convention shall choose the category in which they wish to inscribe themselves.

ART. 12. A sum, destined for the formation of a reserve fund, shall be set aside from the annual resources. The total amount of this reserve, which may not exceed the amount of the annual budget, shall be invested in first-class Government stocks.

ART. 13. The members of the Committee shall be indemnified for their travelling expenses from the funds applied to the working of the Office. They shall also receive an attendance fee for each meeting at which they are present.

ART. 14. The Committee shall fix the sum to be set aside annually in its budget as a contribution towards insuring a pension for the staff of the Office.

ART. 15. The Committee shall draw up its annual budget and approve the statement of expenditure. It shall frame regulations for the control of the staff, and also make all the provisions necessary for the working of the Office.

These regulations and these provisions shall be communicated

by the Committee to the participating States, and shall not be modified without their consent.

ART. 16. A statement of the administration of the funds of the Office shall be presented annually to the participating States after the close of the financial year.

For Great Britain :

THEODORE THOMSON,
B. FRANKLIN.

For Belgium :

E. BECO.
O. VELGHE.

For Brazil :

DR. EGYDIO DE SALLES GUERRA.
DR. HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

For Spain :

MANUEL DE TOLOSA LATOUR;
PABLO SOLER.

For the United States :

A. M. LAUGHLIN.
R. S. REYNOLDS HITT.

For France :

CAMILLE BARRÈRE.
J. DE CAZOTTE.
ER. RONSSIN.

For Italy :

ROCCO SANTOLIVUO.
ADOLFO COTTA.

For the Netherlands :

H. DE WEEDE.

For Portugal :

M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS.

For Russia :

BARON KORFF.

For Switzerland :

J. B. PIODA.

For Egypt :

IBRAHIM NEGUIB.
MARC ARMAND RUFFER.

(Translation.)

PROCES-VERBAL.

ARTICLE 7 of the Agreement signed at Rome on the 9th December, 1907 for the creation of an International Office of Public Health having provided that the ratifications of the said Agreement are to be exchanged by means of deposit with the Italian Government, the present *Procès-verbal* has been opened for the purpose at the Italian Ministry for Foreign Affairs.

There have been presented for deposit :—

ALBERT LEGRAND	on the 28th July, 1908, the ratification of the President of the French Republic ;
Baron KORFF	on the 28th July, 1908, the ratification of His Majesty the Emperor of All the Russias ;
WILLIAM ERSKINE	on the 28th July, 1908, the ratification of His Majesty the King of Great Britain and Ireland ;
GARRETT	on the 1st August, 1908, the ratification of the President of the United States of America ;
CARLOS GASSAND	on the 7th August, 1908, the ratification of His Majesty the King of Spain ;
van GROOTVEN	on the 8th August, 1908, the ratification of His Majesty the King of the Belgians ;
R. SANTOLIVIDO	on the 20th October, 1908, the ratification of His Majesty the King of Italy ;
J. B. PIODA	on the 24th October, 1908, the ratification of the President of the Swiss Confederation ;
ALBERT FIALHO	on the 28th October, 1908, the ratification of the President of the United States of Brazil.

In pursuance of an understanding arrived at between all the Governments signatory of the above-mentioned Agreement of the 9th December, 1907, the present *Procès-verbal* has been closed this day, the 15th November, 1908, with the reservation on behalf of the Netherlands, Portugal, and Egypt* of the right of depositing their ratifications at a later date, and within the shortest possible period. The Government of the King shall take note of these ratifications, and shall inform the other ratifying Powers of the deposit of the ratifications of the three Powers above mentioned.

A certified copy of the present *Procès-verbal* shall be communicated by the Royal Italian Government to each of the other Powers which have ratified the Agreement of the 9th December, 1907.

Rome, the 15th November, 1908.

The Minister for Foreign Affairs of Italy,
(Signed) TITTONI.

* The Ratification of His Highness the Khedive of Egypt was deposited at Rome, November 20, 1908.

ACCESSIONS.

SERVIA acceded April 3, 1908.

TUNIS „ November 3, 1908.

PERU „ December 2, 1908.
